

Aide aux pays en développement

Dossier de la rédaction de H2o
September 2013

D'après un rapport présenté aux législateurs le 1er août, le gouvernement des États-Unis a consacré en 2012 près de 960 millions de dollars à l'amélioration de l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires et à l'hygiène dans des pays en développement.

Le rapport annuel du département d'État achevé en juillet révèle qu'environ 2,8 millions de personnes supplémentaires ont eu accès à de l'eau salubre l'année dernière, tandis que près de 900 000 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès à des installations sanitaires. L'aide des États-Unis pour améliorer l'accès à l'eau potable aux installations d'assainissement relève de la loi de 2005 relative à la fourniture d'eau potable aux pauvres, parrainée par le sénateur Paul Simon, qui stipule qu'un rapport détaillant les activités et les progrès enregistrés doit être présenté chaque année au Congrès. Lors d'une audience tenue le 1er août, le sous-comité des affaires étrangères à la Chambre des représentants a examiné les programmes d'aide internationale du gouvernement dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, regroupés sous l'appellation WASH dans le secteur du développement international.

Ami Bera, député de la Californie et médecin, a déclaré que les pays en développement ont avant tout besoin d'eau potable, car elle constitue un préalable indispensable à une bonne nutrition et un bon état de santé. Aux yeux de M. Bera, améliorer l'accès à l'eau propre est "un moyen efficace de sauver des vies, mais aussi une tâche importante que nous pouvons accomplir afin d'atténuer les souffrances des êtres humains." Pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les maladies d'origine hydrique sont les pathologies les plus meurtrières au monde. Selon ses estimations, chaque année elles provoquent le décès de 2,2 millions de personnes, dont plus de la moitié sont des enfants. Dans le monde, près de 1,1 milliard de personnes n'ont pas accès à des sources d'eau améliorées et 2,4 milliards de gens ne disposent pas d'installation d'assainissement de base, selon l'OMS.

Voici quelques-uns des services d'eau améliorés cités par le rapport du département d'État :

-

près de 264 000 Indonésiens et de 155 000 Kenyans ont bénéficié de l'apport de l'eau salubre dans leurs communautés ;

-

des installations d'assainissement améliorées sont désormais disponibles pour environ 20 000 Indonésiens et 113 000 Kenyans ;

-

grâce à la construction de stations de pompage et de systèmes d'adduction d'eau financés par l'Agence des États-Unis pour le Développement international - USAID, plus de 1,7 million de Jordaniens jouissent aujourd'hui de services d'eau améliorés ;

-

dans le cadre de projets soutenus par USAID au Malawi, 42 000 personnes - dont la moitié de femmes - ont été formées à l'utilisation d'instruments de gestion de bassins versants qui préservent l'eau et les sols.

Aaron Salzberg, coordinateur spécial pour les ressources hydriques du Département d'État, a expliqué aux membres du sous-comité que l'augmentation des ressources de l'initiative WASH revêt une importance toute particulière pour les femmes. En effet, ce sont nettement les plus grandes victimes d'un accès insuffisant à l'eau. "Selon les estimations, en Afrique subsaharienne les femmes passent quelque 40 milliards d'heures par an à aller chercher de l'eau", une activité qui peut prendre jusqu'à cinq heures par jour. Cette corvée quotidienne n'est pas non plus sans présenter des dangers pour les femmes et les enfants qui traversent des zones isolées où ils sont vulnérables aux accidents et aux agressions.

À

Grâce à la loi du sénateur Paul Simon, des progrès importants ont été enregistrés pour étendre l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement. Toutefois, Christian Holmes, coordinateur des projets de l'USAID relatifs à l'eau et à l'assainissement dans le monde, a affirmé devant le sous-comité que la pérennisation de ces services constituait la partie la plus épineuse du problème. "Par exemple, a ajouté M. Holmes, c'est une chose de fournir un accès amélioré à l'eau, aux installations d'assainissement et à l'hygiène à 10 000 personnes. Quant à savoir ce qu'il sera advenu de ces 10 000 personnes d'ici quinze ans, c'en est une autre. Cela demande du temps et des ressources."

Dans le cadre de leurs efforts de développement international, les États-Unis mettent l'accent sur l'amélioration des systèmes d'eau et d'assainissement depuis des décennies, mais la question a pris une autre envergure en 2012 avec la publication du rapport intitulé Global Water Security (La sécurité de l'eau dans le monde), élaboré par le Bureau du directeur du renseignement national - ODNI. Le rapport a révélé que si des mesures plus efficaces de gestion de l'eau n'étaient pas adoptées, "de nombreux pays présentant un intérêt pour les États-Unis" devraient être confrontés à de graves pénuries d'eau, à tel point que la sécurité nationale s'en trouverait menacée d'ici à 2040. À la lumière de ces conclusions, la secrétaire d'État à l'époque, Hillary Rodham Clinton, a ordonné qu'une réponse plus stratégique des États-Unis soit adoptée afin que les défis hydriques auxquels le monde en développement est confronté soient relevés.

M. Salzberg a déclaré que "l'objectif général des efforts des États-Unis sur les questions internationales liées à l'eau est d'aider les pays à assurer leur sécurité hydrique". La stratégie des États-Unis apporte non seulement des ressources financières pour remédier au problème, mais aussi la grande expérience dans les domaines de l'ingénierie, de la technique et de la science des agences fédérales, étatiques et locales. "Bien souvent les pays ne nous disent pas 'donnez-nous votre argent' mais plutôt 'montrez-nous comment vous-mêmes avez résolu vos problèmes', a dit M. Salzberg. Pas un mois ne s'écoule sans que nous n'accueillions au moins un, deux, voire trois groupes parfois, venus depuis le monde entier aux États-Unis pour apprendre de nos expériences [sur l'utilisation et la mise en valeur des ressources hydriques] - qu'elles soient bonnes ou mauvaises." En outre, selon M. Salzberg, le département d'État redouble d'efforts diplomatiques afin d'insuffler un plus grand engagement politique au niveau local dans l'augmentation de la planification et des engagements financiers en faveur des infrastructures d'eau et d'assainissement.

Charlene Porter, United States Department of State - 01-08-2013